

Des roses et des épines

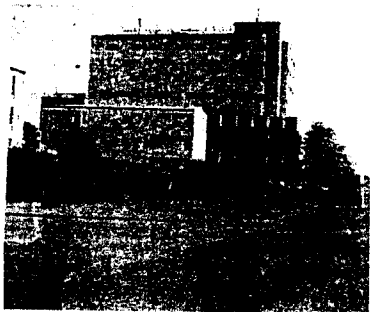
La Mauritanie a soufflé dimanche 28 novembre 2004, sa quarante quatrième bougie, dont vingt sous l'ère Ould Taya. L'homme qui a sans doute changé le visage de la Mauritanie, entame sa première année de réinvestiture, après les élections de novembre 2003, plus de deux décennies après avoir accédé à la Magistrature suprême. Réélu avec 67% des voix dès le premier tour devant une coalition d'opposants aguerris, Ould Taya a essuyé en quinze mois trois tentatives avortées de coup d'État.

Dans son discours à la Nation prononcé la veille du 28 novembre 2004, Ould Taya annonce l'augmentation des salaires des fonctionnaires et insiste sur la campagne d'alphabetisation entamée depuis quelques mois, y décelant les gages d'une paix civile. Mais cela est-il suffisant sans une réelle volonté d'assainir le climat social, politique et économique délétère ?

Sur le plan politique en effet, la Mauritanie vit une impasse dangereuse. À l'intransigence des partis de l'opposition qui exigent la «démocratie, toute la démocratie, ici et maintenant» répond la rigidité d'un pouvoir qui n'est pas prêt à partager ses attributs. De diabolisations en confrontations feutrées, de l'indifférence des uns à la cacophonie des autres sur les arènes internationales, le pays a échappé à plus d'une confrontation. Le bilan politique peut aujourd'hui se résumer ainsi : un parti au pouvoir, maître absolu du jeu, une opposition laminée, dont la plupart des dirigeants sont soit en prison soit en fuite. De juin 2003 à septembre 2004, le pays a essuyé trois tentatives de coup d'État et célèbre son indépendance sous le sceau d'un jugement où plus d'une centaine d'individus jouent leur tête. Le gel sur les activités politiques dure depuis les élections de l'année dernière. Depuis cette date, le pays vit à coup de procès de dirigeants politiques, de suspicions, de diatribes par conférences ou communiqués de presse, de coups de muscles et de déclarations enflammées sur les plateaux internationaux. Ce tableau apocalyptique fait aujourd'hui craindre le pire malgré les messages d'apaisement. Ould Taya est de plus en plus convaincu que son opposition, au lieu de se comporter en véritable partenaire, s'érige en ennemi déclaré de la Nation. Plus aucun gage ne peut lui faire concevoir le contraire. Du coup, le projet de renforcement du dialogue, noble initiative du PNUD, risque de n'être en définitive qu'un pauvre coup d'épée dans l'eau. La rupture semble être consommée et la Mauritanie devra supporter encore la division de sa classe politique.

Sur le plan économique, la Mauritanie a été, à l'instar de tous les pays du sud contraints

d'adopter le système économique libéral, avec ses lots de privatisation à la chaîne, la paupérisation de sa population et la naissance de monopoles privés qui ont fini par s'accaparer de tous les leviers. Une richesse mal répartie a créé des îlots de prospérité aux alentours de périphéries miséreuses. L'adoption d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté a cependant permis de juguler la montée des disparités et permis l'émergence de pôles de développement décentralisés. Des coopératives sont apparues sur l'ensemble du territoire, engrangeant par le biais d'un Commissariat chargé de la lutte contre la pauvreté, des revenus substantiels. L'argent accordé dans le



cadre du remboursement de la dette a ainsi permis d'améliorer sensiblement les niveaux de vie, sans effacer pourtant les inégalités et les iniquités. La Mauritanie continue de souffrir de la forte concentration des pouvoirs. La faiblesse de l'appareil judiciaire, le dysfonctionnement du pouvoir législatif et l'inefficacité de son administration encouragent peu les investissements étrangers directs, avec leur apport de ressources, de technologues et de savoir-faire. Même si les experts du ministère des Finances se frottent les mains d'avoir pu rétablir les grands équilibres et assainir les finances publiques, le dysfonctionnement du système est patent. Les ressources attendues du pétrole constituent un autre gage de fierté, même si des zones d'ombre subsistent sur sa gestion. Le fer et le poisson, principaux richesses du pays, ont succombé sous le coup de buttoir du marché international et de la mauvaise gouvernance. Malgré une rentrée importante de ressources, la Mauritanie souffre également de la frilosité de son secteur privé et souffre ainsi d'un retard sur le plan industriel.

Dans le domaine social, des efforts louables ont été entrepris pour améliorer la situation de la population. Sur le plan de l'éducation, la Mauritanie a fourni des efforts appréciables, loués par la Communauté internationale, avec une forte scolarisation, dont une grande proportion de filles. La santé, quant à elle souffre d'un dysfonctionnement structurel lié au manque de suivi de ses politiques sectorielles. Aussi, les OMD relatifs à l'aspect sanitaire sont au rouge et risquent de ne pas être atteints en 2015. L'électrification, la distribution de l'eau, le Plan de développement urbain, sont autant d'autres acquis qui ont sensiblement changé le visage de la Mauritanie. Cependant, le chômage des jeunes restent une réalité pendante, d'où l'intérêt attendu de l'Agence de Promotion de l'Emploi, dont le démarrage a été annoncée par Ould Taya. Beaucoup d'efforts restent encore à être fournis dans la promotion du sport et des activités de jeunesse.